

TOUS EN GREVE LE 8 OCTOBRE

Après un semestre marqué par les Lois Macron et Rebsamen, c'est la rentrée sociale et le gouvernement se charge de nous le faire savoir ! Il y a eu les sorties de M. Macron sur les 35h et le statut des fonctionnaires, le rapport Combexelle qui vise ni plus ni moins à rendre anecdotique le Code du Travail et la promesse de nouvelles réformes de « simplification » pour aller toujours plus loin dans la destruction du droit des salariés. Rien de nouveau donc si ce n'est l'ampleur toujours plus grande de l'offensive patronale et gouvernementale et le gouffre tout aussi important qui sépare aujourd'hui nos dirigeants des salariés. Pendant ce temps la croissance est toujours nulle et le chômage ne baisse pas malgré toutes les promesses non tenues et les fameuses contreparties d'embauche oubliées du Pacte de responsabilité. Autant de raisons de continuer à se mobiliser pour construire un rapport de force dans la durée ! Autant de raisons pour manifester à nouveau et montrer qu'il existe d'autres voies pour porter justement la voix de ceux qui travaillent et paient quotidiennement les injustices du néo-libéralisme !

C'est dans ce contexte que la Fédération des Sociétés d'Etudes s'associe pleinement à l'initiative conjointe de la CGT, de la FSU et de Solidaires pour organiser une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre. En espérant que cette journée puisse déboucher sur un mouvement d'ampleur, nous appelons tous les salarié-e-s de nos secteurs à se joindre à notre cortège pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires,
- Imposer l'égalité salariale femmes / hommes,

- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage,
- Défendre le Code du travail et les conventions collectives,
- Pérenniser et améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite,
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques,
- Conforter et promouvoir les services publics

A contre-courant du discours dominant de culpabilisation permanente des salariés sur le manque d'adaptation à la mondialisation et le fait de « se serrer la ceinture » en période de crise (qui dure quand même maintenant depuis presque 8 ans), à nous de montrer que nous pouvons imposer le progrès social à partir des intérêts et des revendications des salariés avant tout.

